

Masterplan Cleantech, vers une économie plus verte ?

Le Conseil fédéral a lancé une étude sur les conditions-cadres permettant de favoriser une économie verte et publie un Masterplan Cleantech, avec pour objectif de positionner la Suisse comme leader dans le domaine des technologies vertes et de ramener la consommation des ressources à une proportion supportable pour l'environnement. Il prétend réduire l'empreinte écologique de la Suisse à une planète d'ici à 2050.

Des six domaines d'intervention choisis par le Conseil fédéral, le soutien aux nouvelles technologies environnementales, incarné par le Masterplan Cleantech, est le plus développé. Outre un état des lieux de la situation des technologies propres en Suisse, ce document énumère toute une série de mesures à prendre, dont certaines sont du plus haut intérêt, à l'image du principe du top-runner : le produit le plus efficace au niveau énergétique détermine l'objectif à atteindre dans un délai imparti pour l'ensemble des produits du même type. Il faut aussi saluer, entre autres, la volonté affichée par le Conseil fédéral d'augmenter les soutiens à la recherche, de créer des parcs d'innovation nationaux ou encore d'élargir l'obligation de recyclage à une vaste palette de produits.

La question de la crédibilité de certaines des propositions faites par le Conseil fédéral se pose pourtant, au regard de décisions encore récentes. Le Masterplan Cleantech cite par exemple, parmi les mesures à prendre, la promotion des technologies propres par le biais des marchés publics. Or la révision de la loi sur les marchés publics amorcée il y a peu ne va pas dans ce sens. Le Conseil fédéral parle ailleurs d'écologiser le système fiscal, ou encore d'examiner le prix de la mobilité. Mais peut-on y croire, alors qu'il s'oppose toujours, et la majorité du parlement avec lui, à toute taxation des carburants ? Que penser encore de sa proposition de conclure, avec un maximum de branches, des conventions sur l'augmentation de l'efficacité énergétique, alors que cet instrument est en échec depuis des années dans le domaine automobile ? Enfin, le même Conseil fédéral qui rejetait en 2008 deux motions visant à favoriser les investissements durables dans les caisses de pensions veut maintenant encourager ces dernières à cofinancer des investissements et des innovations dans le domaine des cleantechs.

Mais ne soyons pas ingrats ! Tout ceux qui défendent l'environnement ne peuvent que se féliciter des bonnes intentions affichées par le Conseil fédéral. Une économie qui respecte les limites des ressources naturelles offertes par notre planète, voilà une perspective que nous défendons depuis toujours, même si elle avait jusqu'ici rencontré une opposition résolue, tant du parlement que de notre gouvernement. Nous soutiendrons dès lors toutes les propositions, d'où qu'elles viennent, lorsqu'elles sont favorables à une économie verte. Une initiative populaire permettant d'inscrire son principe dans la Constitution et de poser la base des instruments nécessaires à son développement comme à son financement sera de surcroît lancée par les Verts cet hiver. Pour donner un ancrage sûr aux belles paroles.

Adèle Thorens Goumaz, publié dans le 24 Heures en hiver 2011